



Déclarations et Discours

N° 81/22

LES SOURCES D'ÉNERGIE NOUVELLES ET RENOUVELABLES : EXIGENCES ET SOLUTIONS

Discours du premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, à la Conférence des Nations Unies sur l'énergie, à Nairobi, le 11 août 1981.

...Je suis très heureux de participer à la présente conférence et d'avoir l'occasion de discuter, avec les distingués délégués réunis ici, d'un des défis économiques cruciaux de notre époque. Dans sa perspective la plus vaste, ce défi consiste à pourvoir aux besoins énergétiques futurs de tous les peuples du monde. Dans le cadre des objectifs plus précis de cette conférence, on peut dire qu'il réside dans la gestion de l'évolution de l'économie énergétique mondiale, ou dans la gestion de la transition au remplacement partiel du pétrole par des formes d'énergie nouvelles et renouvelables...

Je ne pense pas devoir vous rappeler que le nombre des sceptiques va croissant dans chacun de nos pays, ni que la confiance du monde envers les Nations Unies est peut-être en train de s'émousser dangereusement, surtout parce que les nobles discours tenus à la tribune d'innombrables réunions de l'Organisation ne se traduisent que trop rarement par des manifestations concrètes de l'unité d'intentions que nous professons si souvent.

Mais il faut bien l'avouer qu'à un moment où nous sommes tous atteints par des crises internationales de toutes sortes, crises tant politiques qu'économiques, à un moment où il est plus que jamais nécessaire que les Nations Unies exercent une action efficace, nous constatons que des gens déçus, un peu partout dans le monde, croient de moins en moins à la capacité de cet organisme de réaliser la vision de ses fondateurs.

Les questions que nous allons discuter au cours de cette conférence sont suffisamment urgentes et suffisamment contraignantes pour nous pousser dans le sens de la coopération. Mais nous avons en outre une autre obligation, qui consiste à prouver que, au moment où le monde en a le plus besoin, les Nations Unies peuvent promouvoir des progrès réels. Je vous ferai connaître tout à l'heure certaines décisions concrètes que le gouvernement canadien a prises à l'appui de l'initiative des Nations Unies, initiative dont cette conférence représente un parfait exemple, ainsi qu'à l'appui de la concertation internationale dans le domaine de l'énergie.

Mais je voudrais auparavant vous dire comment, à mon avis, cette conférence s'insère dans le grand dialogue Nord-Sud auquel un si grand nombre de nos pays sont partie. Dans le cadre de ce dialogue, nous réévaluons la structure économique internationale qui, par le passé, a été propice à une forte croissance dans les pays de l'hémisphère Nord et de l'hémisphère Sud, mais à laquelle il faut maintenant apporter les ajustements fondamentaux de façon à l'adapter à nos besoins actuels et futurs.

Ce faisant, il importe de reconnaître les réalisations valables, et parfois spectaculaires, qui sont issues du système actuel. Au cours des trente-cinq dernières années, les pays

Le dialogue
Nord-Sud

du Nord ont connu des périodes d'expansion économique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Et, dans de nombreux pays du Sud, la richesse nationale et le niveau de vie ont augmenté considérablement. De nouveaux centres de pouvoir économique se sont par ailleurs fait jour dans le Tiers Monde.

La pauvreté va en augmentant

En dépit de cela, un trop grand nombre des peuples les plus pauvres de la terre ont vu leur espoir s'évanouir puis tourner au désespoir. Le nombre des "pauvres absolus", c'est-à-dire des centaines de millions de personnes qui sont dépourvues des biens de première nécessité, au lieu de diminuer, va en augmentant. Or, les pays les plus pauvres du monde ne peuvent, à défaut d'une aide extérieure accrue, espérer venir à bout de leur pauvreté dans un avenir prévisible.

Le groupe croissant des pays en développement à revenu moyen, dotés de richesses naturelles et pourvus d'une capacité industrielle, nous a par ailleurs donné, au cours des dernières décennies, des preuves impressionnantes que, si on leur en donne la chance, ils peuvent augmenter leur productivité et leur croissance. Cependant, dans un trop grand nombre de pays en développement importateurs de pétrole, l'encouragement suscité par les progrès tangibles a fait place au choc occasionné par des déficits écrasants.

Les pays industrialisés du Nord, pour leur part, sont passés d'une période de croissance inégalée à une période d'incertitude économique sans précédent. Les instruments économiques classiques s'y sont révélés inefficaces face au ralentissement de la croissance et aux niveaux élevés de l'inflation, des taux d'intérêt et du chômage. La hausse des prix de l'énergie et les investissements massifs nécessités par la mise en valeur des sources d'énergie nouvelles ont obligé ces pays à procéder à des réaffectations fondamentales de leurs richesses. Ils ont, par exemple, moins de fonds à consacrer aux dépenses sociales qui s'imposeraient. Dans bien des pays, cela a pour effet d'accroître les injustices et, partant, les tensions sociales.

L'instabilité économique et sociale est, aussi bien dans l'hémisphère Nord que dans l'hémisphère Sud, l'ennemie de la liberté, en particulier de la liberté de déterminer notre avenir et de réaliser nos ambitions, que ce soit en tant qu'individus ou en tant que peuples.

Il faut renforcer la coopération

De même, dans les deux hémisphères, on a soif de stabilité nationale et internationale. Nous nous rendons cependant compte que cette soif ne sera apaisée qu'au prix d'un accroissement de la coopération internationale, d'une coordination beaucoup plus grande de nos politiques économiques et d'une amélioration concertée de notre système mondial de relations économiques.

Je suis persuadé que ces ajustements sont possibles parce qu'ils vont si manifestement dans le sens de nos intérêts mutuels. Il se peut que certains d'entre eux soient difficiles. Ils devront en tout cas tous être progressifs. Mais il faudra avant tout que nous trouvions la volonté politique nécessaire pour les effectuer.

Or, il existe des signes encourageants du renforcement de cette volonté politique. Ainsi, il y a eu des signes réels de déblocage, le mois dernier, au Sommet économique qui s'est tenu au Canada.

Vous vous souvenez sans doute que, lors du Sommet de Venise, l'année dernière, mes collègues et moi-même étions convenus de donner, cette année, à Ottawa, une haute priorité aux problèmes Nord-Sud. C'est précisément ce que nous avons fait. En ma qualité de président du Sommet de cette année, je me suis rendu dans de nombreux pays de l'hémisphère Nord et de l'hémisphère Sud au cours des mois qui ont précédé notre réunion d'Ottawa afin de recueillir les opinions de leurs dirigeants touchant les points sur lesquels le dialogue avait des chances de progresser.

Répondre aux
besoins du
Tiers Monde

Je suis heureux de pouvoir déclarer que les participants au Sommet d'Ottawa ont témoigné de leur disposition commune à répondre plus efficacement aux besoins des pays du Tiers Monde. Nous avons exprimé clairement notre volonté collective de collaborer plus étroitement avec les pays en développement, non seulement dans leur intérêt, mais dans le nôtre également.

Nous avons exprimé notre volonté de participer à la préparation d'un processus de négociations globales acceptable pour toutes les parties en cause. Ce fait a, presque à lui seul, accru l'espérance raisonnable de succès d'autres réunions internationales qui doivent se tenir cette année, notamment la conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, à Paris, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à Melbourne, et le Sommet Nord-Sud, à Cancun.

Nous nous rendons compte que, dans ce nouvel univers où les chocs économiques se succèdent, la solidarité est notre unique gage de survie et de progrès. Il n'y a pas de preuve plus inéluctable de notre interdépendance que les nouvelles perspectives qui se sont imposées à nous ces dernières années en ce qui concerne l'énergie. La hausse des prix et la diminution de l'approvisionnement de pétrole classique ont eu des effets considérables dans chacun de nos pays, effets qui se répercutent profondément sur les perspectives de développement des pays du Tiers Monde qui importent du pétrole.

L'urgence des problèmes créés par les chocs et les pénuries énergétiques, tant dans l'hémisphère Nord que dans l'hémisphère Sud, a cependant détourné notre attention de la nécessité de coordonner les politiques énergétiques à l'échelle internationale. Je compte donc sur cette conférence et sur les autres réunions internationales dont j'ai fait mention pour ramener notre attention sur la coordination et pour donner le branle à une coopération plus étroite.

La présente conférence est axée sur un élément crucial pour le développement. La transition efficace à une plus grande utilisation des sources d'énergie non pétrolières est l'un des impératifs de notre temps. L'adaptation sera difficile, car la croissance économique a longtemps été alimentée par un usage toujours accru des formes commerciales d'énergie. Étant donné que l'époque du pétrole bon marché est révolue, cette adaptation devient d'autant plus nécessaire, sinon plus facile.

Les mesures
d'économie

Les mesures d'économie — de loin la source d'énergie la moins coûteuse au monde — sont l'une des adaptations dont l'urgence se fait de plus en plus sentir. Or, j'ai constaté avec plaisir que, en 1980, les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie avaient réduit leur consommation de pétrole de plus de 7 p. 100. Non seulement cette réduction a eu un effet bénéfique évident sur nos économies, mais elle diminue aussi

les pressions qui s'exercent sur l'approvisionnement mondial de pétrole, de sorte qu'il en reste plus pour les autres pays.

L'intensification des efforts d'économie, tout en étant absolument nécessaire, ne suffira cependant pas à résoudre le problème de l'approvisionnement, non plus que les problèmes liés à l'incidence, sur nos économies nationales, des prix des formes d'énergie classiques. Je songe en particulier ici au niveau d'endettement des pays du Tiers Monde au poste des importations de pétrole. Dans de nombreux pays, ces problèmes sont aggravés par l'absence de stratégies énergétiques d'ensemble et par le manque d'information au sujet des ressources réelles et potentielles, des habitudes de consommation, et de l'effet des prix et de l'approvisionnement sur les décisions d'ordre économique.

Le besoin d'accroître la production intérieure d'énergie force beaucoup de pays de l'hémisphère Nord et de l'hémisphère Sud à engager des capitaux énormes dans des projets qui n'atteindront pas leur vitesse de croisière avant de nombreuses années.

Dans ce contexte, la recherche de moyens de mettre en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables prend un caractère d'urgence contraignant. Dans ce contexte aussi, la présente conférence revêt une importance capitale pour le monde. C'est pourquoi je veux vous donner ici un aperçu des initiatives d'ordre national et international que le Canada a prises dans le domaine de l'énergie.

Le Programme énergétique national

Tout d'abord, le gouvernement canadien met actuellement en oeuvre un " Programme énergétique national " qui vise, tant dans l'intérêt du Canada que dans celui des autres pays, à réduire à néant nos besoins nets d'importation de pétrole d'ici à 1990. Nous continuerons d'être, bien entendu, un exportateur net d'énergie sous ses autres formes, soit gaz, charbon, uranium et électricité. Nous avons aussi examiné très sérieusement nos politiques de développement international dans le dessein d'orienter une plus grande part de nos efforts vers la satisfaction des besoins énergétiques des pays en développement.

Nous nous sommes engagés à porter notre aide publique au développement à 0,5 p. 100 de notre produit national brut d'ici à 1985, et à nous efforcer de la hausser à 0,7 p. 100 d'ici à 1990, d'où notre décision de concentrer nos efforts dans trois secteurs prioritaires, à savoir : l'énergie, l'agriculture et le développement des ressources humaines.

Le volet énergétique de notre aide bilatérale a toujours été de près de 25 p. 100 ; or ce pourcentage est parmi les plus élevés chez les pays donateurs. Comme je l'ai dit, cette aide augmentera au cours des cinq prochaines années, et, pendant cette période, le Canada consacrera plus de un milliard de dollars à des projets de développement liés à l'énergie.

Contraste des sources d'énergie

Le Canada veut en outre appuyer les buts précis de la présente conférence et ce pour de très bonnes raisons. Quelque 90 p. 100 de l'énergie produite dans le monde industrialisé proviennent de ressources non renouvelables : charbon, pétrole, gaz naturel, uranium. Par contraste, les pays en développement tirent moins de 50 p. 100 de leur énergie de ces sources, ces 50 p. 100 étant surtout utilisés dans les régions industrielles

et urbaines, où se trouve une minorité de leur population. Deux milliards et demi des habitants les plus pauvres de la terre, dont la grande majorité vit dans des régions rurales, sont tributaires, pour presque tous leurs besoins en énergie, du bois, des résidus agricoles et du fumier, c'est-à-dire des combustibles dits non commerciaux.

La recherche énergétique dans les pays en développement, effectuée à leur intention, présente par conséquent un défi de taille. Il est vrai, aussi, que le plus gros de cette recherche s'accomplit dans les pays industrialisés et vise leurs besoins précis. Ainsi, on compte très peu de travaux de nature à répondre immédiatement aux besoins restreints, à caractère rural, des pays en développement. Et, parce que les techniques d'exploitation des sources d'énergie renouvelables représentent un domaine d'activité récent, qui vient à peine de dépasser le stade de la gestation, il subsiste encore bien des interrogations au sujet de leur application éventuelle aux pays en développement. Une somme de travail immense s'impose au chapitre des techniques qui pourraient éventuellement être mises en oeuvre dans les pays les plus pauvres.

Appui à la recherche énergétique

Aussi, l'une des nouvelles initiatives du gouvernement du Canada — je vous en donne la primeur ici aujourd'hui — consiste à augmenter de 10 millions de dollars son appui à la recherche énergétique intéressant les pays en développement. Nous allons mettre ce montant à la disposition de notre Centre de recherches pour le développement international afin qu'il puisse élargir son programme d'activité dans ce domaine.

Le Centre effectuera ces travaux de recherche principalement dans les pays en développement, ce qui aidera ceux-ci à mieux évaluer leurs propres options. Il aura pour mission de travailler, avec les gouvernements des pays concernés, à l'élaboration de politiques énergétiques techniquement solides et adaptées précisément aux besoins de ces derniers. Le programme mettra l'accent sur le recours aux ressources indigènes pour la résolution des problèmes énergétiques locaux. Son effet se fera sentir surtout dans les pays les moins avancés.

Le Canada met en outre sur pied un programme doté d'un fonds initial de 5 millions de dollars destiné à encourager les sociétés du secteur privé à adapter les nouvelles techniques d'exploitation de l'énergie aux besoins du développement. Un grand nombre de nos sociétés les plus ingénieuses et les plus innovatrices sont trop petites pour faire ce travail seules. Nous voulons par conséquent les aider à exporter leurs techniques aux pays en développement.

Aide à l'Afrique

J'ai par ailleurs le plaisir d'annoncer que le Canada affectera également un montant de 25 millions de dollars au titre d'un besoin particulier des pays africains, surtout dans la région du Sahel. Ce montant s'ajoutera aux crédits déjà prévus au poste de l'aide bilatérale.

Le besoin auquel je fais allusion découle de l'empiètement constant du désert sur les terres qui étaient auparavant arables. La diminution de la production alimentaire et l'augmentation des importations de nourriture qui en ont résulté ont réduit d'autant la capacité des pays en question d'importer l'énergie dont ils ont besoin. Ainsi, l'énergie nécessaire à la production agricole leur faisant défaut, le désert poursuit son avance sur leur territoire, et le cercle vicieux persiste. Or, la contribution du Canada

Importance de la planification et des ressources financières

visé à aider ces pays à développer leurs ressources énergétiques, à produire plus de nourriture, à freiner l'empiètement du désert et à retarder l'épuisement des maigres ressources forestières qu'ils utilisent comme combustibles.

J'ai mentionné tout à l'heure que de nombreux pays ne disposent pas de stratégie énergétique saine. Le Canada est d'avis que, à défaut de planification suffisante, les investissements qu'il s'apprête à faire avec d'autres pays au titre de projets énergétiques dans les pays en développement ne pourront être pleinement productifs. Le Canada a, par le passé, été parmi les premiers à offrir des fonds et des compétences aux pays en développement qui ont demandé à se faire aider à dresser des plans nationaux relatifs à l'énergie. Je suis heureux de pouvoir vous dire que nous allons faire des efforts supplémentaires à cet égard.

Sur le plan multilatéral, une adaptation structurelle s'impose en faveur des pays en développement. Pour satisfaire leurs besoins en énergie, ceux-ci doivent avoir accès à des ressources financières accrues. Au Sommet d'Ottawa, il a été convenu qu'il fallait que la Banque mondiale augmente ses prêts au chapitre de l'énergie. Elle peut évidemment faire cela de différentes façons. Le Canada a pour sa part proposé, de concert avec de nombreux autres pays, qu'une " filiale énergétique " de la Banque soit créée à cette fin ; il serait disposé, le cas échéant, à l'appuyer financièrement.

Dans l'intervalle, on peut entreprendre bien des choses sur le plan bilatéral et dans nos pays respectifs. En ce qui concerne l'action bilatérale, je suis heureux de vous faire savoir que les bases juridiques et financières de la création de Petro-Canada internationale, filiale de notre société pétrolière nationale, ont été approuvées au Canada. Cette nouvelle société aura pour mission d'aider les pays en développement importateurs de pétrole à exploiter leurs propres ressources énergétiques, particulièrement les hydrocarbures. Elle apportera une aide directe au développement des pays du Tiers Monde et elle fera aussi fonction d'agent d'exécution pour d'autres institutions, comme la Banque mondiale.

Une approche globale

...Le Canada entend contribuer positivement et efficacement au maintien de l'effort international visant à diversifier la répartition de l'approvisionnement mondial d'énergie. Les points dont j'ai fait état forment, à mon avis, les éléments d'une approche globale : prospection et exploitation de toutes les sources d'énergie, recherche de nouvelles méthodes, stimulants pour le secteur privé, aide à l'amélioration de la planification publique, et une bonne injection de capitaux à l'appui.

Le sujet qui nous occupe ici revêt la plus haute importance. Si la présente conférence débouche sur des résultats pratiques et positifs, cela ne pourra que renforcer les aspects créateurs des relations Nord-Sud. Convaincu de la bonne volonté de tous les pays représentés ici ainsi que du dévouement de leurs délégués, j'estime avoir tout lieu de croire que nos efforts collectifs seront fructueux et que tous les peuples de la terre pourront profiter des résultats de notre conférence.

S/C